La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2005 : excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,0 milliard de dollars a été constaté en décembre 2005, en hausse de 0,8 milliard par rapport à celui observé en décembre 2004. Les revenus budgétaires se sont accrus de 0,7 milliard, ou 4,5 %, sous l'effet d'une forte hausse des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui ont augmenté de 0,7 milliard, ou 8,3 %. Les charges de programmes sont demeurées relativement inchangées en décembre, ayant augmenté de 0,1 milliard, ou 0,4 %. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard. Les résultats de décembre incluent 0,3 milliard au titre de mesures de réduction de l'impôt des particuliers, à savoir le coût lié, pour ce mois, à l'augmentation du montant personnel de base et à la réduction du taux d'imposition inférieur, qui est passé de 16 % à 15 %.

D'avril à décembre 2005 : excédent budgétaire de 7,3 milliards de dollars

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à décembre), l'excédent budgétaire est évalué à 7,3 milliards de dollars, en baisse de 3,2 milliards par rapport à l'excédent de 10,5 milliards dégagé à la même période en 2004-2005. Cette baisse de l'excédent observée en décembre découle en partie de l'inclusion du coût estimatif des mesures fiscales mentionnées ci-dessus, qui est de 4,0 milliards pour l'ensemble de l'année d'imposition 2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 5,2 milliards, ou 3,7 %. Les charges de programmes se sont accrues de 9,0 milliards, ou 8,6 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

Décembre 2005

En décembre 2005, l'excédent budgétaire s'est élevé à 1,0 milliard de dollars, soit 0,8 milliard de plus qu'en décembre 2004.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 4,5 %, pour atteindre 16,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 8,3 %. Les rentrées de décembre ont été réduites de 0,3 milliard, à savoir le coût lié, pour ce mois, à l'augmentation du montant personnel de base et à la réduction du taux d'imposition inférieur, qui est passé de 16 % à 15 %.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 6,3 %, sous l'effet de la baisse des rentrées brutes et des règlements par rapport à décembre 2004.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – liées à la retenue des non-résidents – ont augmenté sensiblement en décembre, ce qui s'explique par la hausse des dividendes et des autres paiements versés aux non-résidents.
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 2,4 %. Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont baissé de 2,2 %, ce qui

indique une croissance relativement peu élevée des rentrées brutes de TPS. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 33 millions, alors que les taxes de vente et d'accise ont diminué de 63 millions. Les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 2 millions.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 4,5 %.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont progressé de 13,4 %. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre.

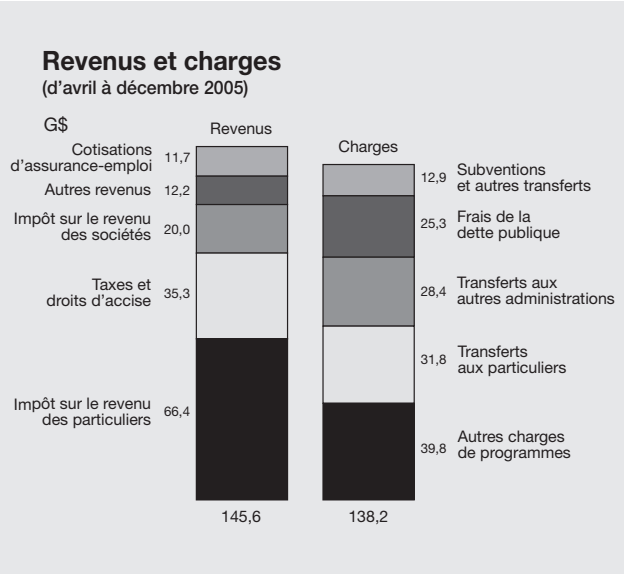
Les charges de programmes ont atteint 12,8 milliards de dollars en décembre 2005, soit 0,1 milliard, ou 0,4 %, de plus qu'en décembre 2004. Les transferts aux autres administrations ont fortement augmenté, mais la diminution des charges de fonctionnement des ministères et organismes a neutralisé cette augmentation.

Les paiements de transfert ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 9,3 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 28 millions de dollars, ou 0,8 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 3,1 % en raison de la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'indice des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 3,8 % en raison d'une baisse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,7 milliard de dollars, ou 27,2 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la FFT.
- Les subventions et autres transferts ont baissé de 1,0 %. Cette composante varie beaucoup d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont diminué de 0,7 milliard de dollars, ou 13,4 %, surtout en raison de la baisse des dépenses attribuable à un rajustement ponctuel effectué en décembre 2004 au titre des stocks et des immobilisations de la Défense.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 4,4 %, par suite de la réduction du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.



D'avril à décembre 2005

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2005-2006, l'excédent budgétaire a été de 7,3 milliards de dollars, soit 3,2 milliards de moins que l'excédent de 10,5 milliards observé pour la période correspondante de 2004-2005. Cette diminution est en partie attribuable à l'inclusion du coût des mesures fiscales mentionnées précédemment.

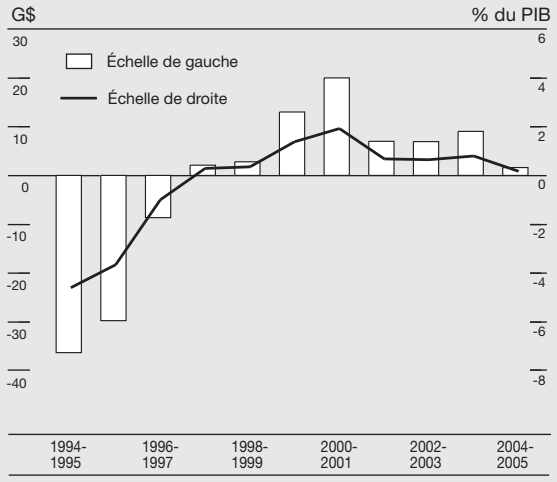
Les revenus budgétaires, qui se sont établis à 145,6 milliards de dollars, ont augmenté de 5,2 milliards, ou 3,7 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 3,1 %.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,5 milliards de dollars, ou 14,2 %, sous l'effet de la hausse des bénéfices des sociétés en 2005.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 1,7 milliard de dollars, ou 5,1 %. Les revenus provenant de la TPS ont augmenté de 1,6 milliard, ou 6,8 %, ce qui correspond en gros au taux de croissance des ventes au détail pendant la même période, qui a été de 6,7 %. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 11,8 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont diminué de 1,6 %, tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 13,8 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,1 %, la hausse du nombre de personnes qui ont un emploi ayant largement compensé la réduction des taux de cotisation mise en œuvre en janvier 2005.
- Les autres revenus ont baissé de 1,9 milliard de dollars, ou 17,5 %, en raison du gain ponctuel (de 2,6 milliards) provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

Les charges de programmes pour la période d'avril à décembre 2005, qui s'élèvent à 112,9 milliards de dollars, affichent une hausse de 9,0 milliards, ou 8,6 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard.

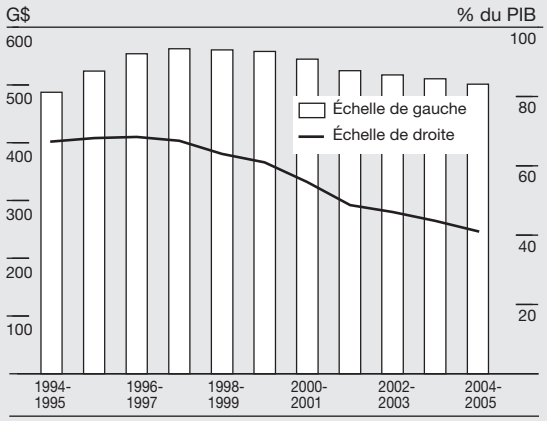
Les paiements de transfert, qui représentent près des deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 7,2 milliards de dollars, ou 10,9 %.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,0 %. Les prestations aux aînés ont connu une hausse de 4,1 % tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,2 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'année est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts à d'autres administrations ont augmenté de 5,5 milliards de dollars, ou 23,8 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre de péréquation et de FFT.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 9,3 %, par suite de la mise en œuvre de mesures budgétaires récentes.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 4,7 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,1 % par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 0,1 milliard de dollars d'avril à décembre 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 7,2 milliards de dollars d'avril à décembre 2005, en hausse de 3,1 milliards par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005. Cette augmentation découle surtout de la vente des actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement en septembre 2004, ainsi que de la diminution des ressources financières attribuables aux activités de change.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 7,3 milliards de dollars et de besoins nets de 7,2 milliards pour les opérations non budgétaires, les ressources financières se sont élevées à 0,1 milliard au cours des neuf premiers mois de 2005-2006, alors que le gouvernement disposait de ressources financières de 6,4 milliards pour la même période en 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 12,7 milliards de dollars

En décembre 2005, le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 0,1 milliard de dollars ainsi que la baisse de 12,7 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 12,7 milliards sa dette contractée sur les marchés, principalement en réduisant ses portefeuilles d'emprunts en devises et d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 4,5 milliards à la fin de décembre.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Décembre		Avril à décembre	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 637	16 336	140 348	145 563
Charges				
Charges de programmes	-12 768	-12 818	-103 949	-112 937
Frais de la dette publique	-2 639	-2 522	-25 858	-25 310
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	230	996	10 541	7 316
Opérations non budgétaires	-898	730	-4 133	-7 247
Ressources ou besoins financiers	-668	1 726	6 408	69
Variation nette dans les activités de financement	-11 562	-4 242	-19 630	-12 730
Variation nette dans l'encaisse	-12 230	-2 516	-13 222	-12 661
Encaisse à la fin de la période			4 024	4 458

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Décembre			Avril à décembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 835	8 486	8,3	64 424	66 435	3,1
Impôt sur le revenu des sociétés	2 680	2 512	-6,3	17 497	19 974	14,2
Autres impôts sur le revenu	284	530	86,6	2 292	3 214	40,2
Total des impôts sur le revenu	10 799	11 528	6,8	84 213	89 623	6,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 208	2 160	-2,2	23 554	25 157	6,8
Droits de douane à l'importation	232	265	14,2	2 319	2 592	11,8
Taxes de vente et d'accise	875	812	-7,2	7 394	7 272	-1,6
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	28	26	-7,1	298	257	-13,8
Total des taxes et droits d'accise	3 343	3 263	-2,4	33 565	35 278	5,1
Total des revenus fiscaux	14 142	14 791	4,6	117 778	124 901	6,0
Cotisations d'assurance-emploi	840	802	-4,5	11 713	11 704	-0,1
Autres revenus	655	743	13,4	10 857	8 958	-17,5
Total des revenus budgétaires	15 637	16 336	4,5	140 348	145 563	3,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Décembre			Avril à décembre		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 367	2 441	3,1	20 832	21 693	4,1
Prestations d'assurance-emploi	1 200	1 154	-3,8	10 367	10 144	-2,2
Total	3 567	3 595	0,8	31 199	31 837	2,0
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		9 488	14 250	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		5 869	6 169	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		1 125	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	-23	0		0	0	
Total	1 808	2 268	25,4	16 482	20 419	23,9
Transferts fiscaux	1 007	1 044	3,7	8 454	9 537	12,8
Villes et collectivités du Canada	0	262	s.o.	0	656	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-210	-261	24,3	-1 993	-2 200	10,4
Total	2 605	3 313	27,2	22 943	28 412	23,8
Subventions et autres transferts						
Agriculture	108	178	64,8	680	916	34,7
Affaires étrangères	316	215	-32,0	1 699	1 600	-5,8
Santé	87	136	56,3	1 259	1 340	6,4
Développement des ressources humaines	64	94	46,9	786	912	16,0
Affaires indiennes et du Nord	380	380	0,0	3 271	3 619	10,6
Industrie et développement régional	213	205	-3,8	1 391	1 452	4,4
Autres	410	354	-13,6	2 678	3 019	12,7
Total	1 578	1 562	-1,0	11 764	12 858	9,3
Total des paiements de transfert	7 750	8 470	9,3	65 906	73 107	10,9
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	91	110	20,9	864	978	13,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	175	170	-2,9	1 515	1 536	1,4
Autres	285	196	-31,2	1 530	1 351	-11,7
Total	551	476	-13,6	3 909	3 865	-1,1
Défense	1 640	1 226	-25,2	9 749	10 766	10,4
Tous les autres ministères et organismes	2 827	2 646	-6,4	24 385	25 199	3,3
Total des autres charges de programmes	5 018	4 348	-13,4	38 043	39 830	4,7
Total des charges de programmes	12 768	12 818	0,4	103 949	112 937	8,6
Frais de la dette publique	2 639	2 522	-4,4	25 858	25 310	-2,1
Total des charges budgétaires	15 407	15 340	-0,4	129 807	138 247	6,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Décembre			Avril à décembre	
	2004	2005		2004-2005	2005-2006
			(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	230	996		10 541	7 316
Opérations non budgétaires					
Activités d'investissement en immobilisations	-169	-343		-1 003	-1 514
Autres activités d'investissement	50	-45		-1 383	-2 776
Comptes de pension et autres comptes	691	239		-1 408	-308
Autres activités					
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-1 894	-1 166		-6 626	-7 271
Opérations de change	-86	1 769		3 959	2 313
Amortissement des immobilisations corporelles	510	276		2 328	2 309
Total des autres activités	-1 470	879		-339	-2 649
Total des opérations non budgétaires	-898	730		-4 133	-7 247
Ressources ou besoins financiers nets	-668	1 726		6 408	69

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Décembre			Avril à décembre	
	2004	2005		2004-2005	2005-2006
			(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-668	1 726		6 408	69
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement					
Opérations de la dette non échue					
Emprunts en dollars canadiens					
Obligations négociables	-7 989	-6 582		-15 911	-7 992
Bons du Trésor	-3 200	2 400		3 650	-100
Obligations d'épargne du Canada	-165	-423		-1 868	-1 368
Autres	0	-8		-27	-205
Total	-11 354	-4 613		-14 156	-9 665
Emprunts en devises	-285	368		-5 542	-3 131
Total	-11 639	-4 245		-19 698	-12 796
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	77	3		68	66
Variation nette dans les activités de financement	-11 562	-4 242		-19 630	-12 730
Variation dans l'encaisse	-12 230	-2 516		-13 222	-12 661

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	31 décembre 2005	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	80 245	-10 228
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	258 578	-7 992
Bons du Trésor	127 199	127 099	-100
Obligations d'épargne du Canada	19 080	17 712	-1 368
Autres	3 393	3 188	-205
Total partiel	416 242	406 577	-9 665
Payable en devises	16 286	13 155	-3 131
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	2 998	66
Total de la dette non échue	435 460	422 730	-12 730
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	131 268	1 689
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 719	1 170
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 513	-3 167
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 500	-308
Total de la dette portant intérêt	615 268	602 230	-13 038
Total du passif	705 741	682 475	-23 266
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	60 663	-15 618
Comptes d'opérations de change	40 871	38 558	-2 313
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	36 636	2 776
Total des actifs financiers	151 012	135 857	-15 155
Dette nette	554 729	546 618	-8 111
Actifs non financiers	54 866	54 071	-795
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	492 547	-7 316

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Février 2006